Mercredi 13 septembre 2023

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le président de la République nomme Abdelhafid Bakhouche, Directeur général des Douanes

ALGER - Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé, mardi, Abdelhafid Bakhouche au poste de Directeur général (DG) des Douanes, en remplacement de Noureddine Khaldi, dont il a été mis fin aux fonctions.

Le président de la République nomme Abdelhafid Bakhouche, Directeur général des Douanes.

Communiqué du Conseil des ministres

ALGER - Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mardi, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, ainsi qu'à des exposés sur la rentrée scolaire et universitaire et un suivi de la disponibilité des produits de large consommation sur le marché national, outre des décisions importantes relatives aux préoccupations des citoyens, indique le communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS:

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, ainsi qu'à des exposés sur la rentrée scolaire et universitaire et au suivi de la disponibilité des produits de large consommation sur le marché national, outre des décisions importantes relatives aux préoccupations des citoyens.

Après l'ouverture de la réunion par le président de la République et après avoir écouté l'exposé de Monsieur le Premier ministre sur le bilan d'activité du Gouvernement, durant la période écoulée, le Conseil a entamé l'examen de divers

points inscrits à son ordre du jour au sujet desquels Monsieur le président de la République a donné les instructions et orientations suivantes:

*** Projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023:**

- Corriger certains dysfonctionnements conformément aux décisions prises en vue d'améliorer davantage le pouvoir d'achat des citoyens et renforcer le front interne.

- Monsieur le Président a ordonné au ministre des Finances d'accroître la mobilisation des ressources financières et des moyens matériels pour accélérer la numérisation des structures du ministère et des établissements y relevant.

*** Concernant la rentrée scolaire:**

- Monsieur le Président a instruit les ministres de l'Intérieur et de l'Education à l'effet de prendre toutes les mesures pour assurer le succès de la rentrée scolaire et mobiliser tous les moyens, dans le cadre d'une coordination étroite et précise entre les deux secteurs pour éliminer les obstacles et résoudre les problèmes en fonction de l'évolution des besoins de l'Ecole algérienne.

- Exonérer les communes pauvres et défavorisées des charges et des coûts de la prise en charge des écoles primaires, une responsabilité qui incombera pleinement à l'Etat, et ce en vue de préserver la démocratisation de l'enseignement.

- Monsieur le Président a réaffirmé son attachement à accorder une importance particulière et exceptionnelle aux cantines scolaires au niveau des régions éloignées, au vu de leur rôle majeur dans la préparation d'un climat sain garantissant une scolarisation optimale.

- Confier à Messieurs les walis, à compter de la prochaine saison, la responsabilité de la prise en charge et de la supervision directe de la rentrée scolaire dans leurs wilayas respectives.

- Accélérer la création d'un office national des cantines scolaires, qui soit chargé exclusivement de l'opération.

- Le Président de la République a affirmé le soutien permanent de l'Etat aux familles à faible revenu, donnant des instructions à l'effet de créer un fonds de solidarité supervisé par le secteur de la solidarité nationale, qui sera chargé exclusivement de l'opération de solidarité scolaire, notamment la prime de scolarité à laquelle l'Etat accorde une importance particulière, étant l'un des pivots du caractère social de l'Etat.

- La prime de scolarité sera versée au moins, un mois avant la rentrée scolaire, à partir de l'année prochaine.

- Le Président de la République a ordonné l'élaboration d'une approche prospective prévoyant des réformes profondes à même d'améliorer l'encadrement des élèves, à soumettre au prochain Conseil des ministres.

*** Concernant la rentrée universitaire:**

- Le président de la République a salué le rôle important des cadres de l'enseignement supérieur, qui ont érigé leur secteur en locomotive de recherche scientifique et exemple en matière de numérisation, notamment avec l'organisation, pour la première fois, d'une rentrée universitaire "zéro papier", en sus de la contribution efficiente à l'effort national de soutien à l'économie du pays.

- Création d'une Ecole nationale supérieure de cyber-sécurité, en coordination avec le ministère de la Défense nationale, afin de fédérer les efforts et améliorer l'efficacité dans ce domaine sensible, pour la préservation de la sécurité nationale.

- Elaborer une étude globale et intégrée sur la faisabilité d'un retour flexible au système de "Licence classique", en remplacement du système "LMD".

- Préparer une nouvelle feuille de route de répartition du système universitaire au titre d'une approche des "cités universitaires", en vue de préserver la philosophie solidaire et la dimension nationale dans la formation des cadres universitaires algériens.

- Le président de la République a donné ses instructions aux ministres de l'Enseignement supérieur et des Start-up pour élaborer une liste des meilleurs entreprises, en vue de les dépêcher en Chine, en Corée du sud et aux Etats Unis d'Amérique pour s'enquérir des expériences de ces pays dans divers domaines.

*** Concernant le suivi de la disponibilité des produits de large consommation sur le marché national:**

- Le président de la République a donné des instructions au ministre de l'Agriculture pour engager des procédures coercitives et drastiques pour assainir le secteur.

- Poursuite de la subvention par le Gouvernement des prix de plusieurs produits de première nécessité importés et interdiction de toute opération d'importation des légumineuses, en dehors de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), avec détermination précise des étapes de fixation du prix du produit.

- Autoriser l'importation exclusive des viandes rouges et blanches fraîches pour satisfaire les besoins nationaux de ce produit et contribuer à la réduction de leurs prix.

- Encourager l'investissement privé en matière des chambres froides pour préserver l'équilibre du marché tout au long de l'année.

- Le président de la République a ordonné au Gouvernement d'acquérir les produits des agriculteurs pour empêcher leur détérioration, dans le cadre de la création de l'Office national des produits agricoles, et les stocker dans les chambres froides.

- Préserver le stock national stratégique des produits agricoles et alimentaires.

- Elaborer une politique de communication claire, pour informer les citoyens et les tenir au courant de manière périodique et continue de la disponibilité des différents produits de base de large consommation, en vue d'interdire l'utilisation des deux termes de " pénurie" et de "spéculation", qui visent à créer un climat de panique sur le marché national, tout en permettant l'accès aux grandes marques commerciales internationales.

- Associer Messieurs les walis, en leur qualité de responsables du secteur économique, en vue de faire la distinction entre le stock dans le cadre de la chaîne de production et le stockage aux fins de spéculation.

- Déterminer la consommation quotidienne des produits de consommation, à travers la création de laboratoires chargés de fournir des statistiques réelles, précises et actualisées de manière périodique.

*** Orientations générales:**

- Charger le Gouvernement de promulguer les statuts d'enseignants de l'Education nationale, d'enseignant universitaire et des catégories professionnelles du secteur de la santé avant la fin de l'année en cours.

- Intensifier les efforts pour une meilleure prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens, qu'il convient de placer en tête des priorités de tous les responsables dans l'ensemble des secteurs.

Au terme de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé des décrets portant nominations et fins de fonction dans des postes et fonctions supérieurs de l’Etat.

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'Algérie préside la réunion du groupe de travail d'AFROSAI

ALGER, 12 sept 2023 (APS) - L'Algérie a présidé la réunion du groupe de travail de l'Organisation Africaine des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI) sur l'indépendance de ces institutions, dont les travaux ont débuté mardi à Alger.

Dans une allocution à l'entame de la rencontre, le président de la Cour des comptes Abdelkader Benmaarouf a mis en avant "l'importance particulière" de cette réunion qui constitue "un cadre favorable pour discuter des questions liées à l'indépendance des institutions supérieures de contrôle (ISC) africaines, en sus des approches stratégiques devant renforcer l'indépendance de ces institutions".

Entre autres objectifs de cette réunion, M. Benmaarouf a cité l'échange de connaissances et d'expertises et la définition d'une approche proactive et ambitieuse pour raffermir l'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances africaines.

L'indépendance des institutions supérieures de contrôle des publiques est à même d'assurer la transparence et la régularité de la gestion publique.

"Sans une véritable indépendance, ces institutions ne peuvent s'acquitter de leurs missions de contrôle de la finance publique de manière objective et efficace", a soutenu le président de la Cour des comptes.

Dans le cadre de l'Organisation AFROSAI, "l'élément de l'indépendance constitue toujours un défi", a relevé M. Benmaarouf qui a rappelél'adoption d'une série d'initiatives en matière de construction des capacités liées à l'indépendance suivant l'objectif tracé dans la stratégie de l'Organisation pour 2022-2027, concernant l'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances et de la comptabilité africaines".

De son côté, la Secrétaire générale des affaires stratégiques et dudéveloppement auprès de l'organisation AFROSAI, Félicité Zobo, a assurée que cette réunion qui

durera 4 jours s'inscrit dans le cadre du plan annuel de l'organisation, visant à engager une approche efficace, garantissant la souveraineté des instance supérieures de contrôle dans les pays africains.

Elle a précisé que les défis qui se posent face à l'autonomie des Cours des comptes dans le continent, résident essentiellement dans la caducité des textes législatifs régissant le contrôle des finances publiques, ainsi que dans la vacation des postes au sein de ces instances, se disant optimiste quant à la pertinence de ces réunions dans l'application de mesures palpables pour assoir la souveraineté des Cours des comptes, ainsi que dans l'établissement d'une feuille de route garantissant une approche régionale allant dans ce sens, et qui puisse permettre l'échange d'expertise entre pays.

Les participants à cette rencontre devront explorer plusieurs axes, notamment concernant l'autonomie des Cours des comptes dans un contexte mondial, ainsi que les mécanismes de collaboration entre l'AFROSAI et l'Union africaine.

Créée en 1976, AFROSAI sont le siège est sis à Yaoundé (Cameroun) comprend 56 instances membres.

Elle vise principalement à renforcer la bonne gouvernance, à travers l'aide aux appareils de contrôle financier et aux différents Cours des comptes nationales dans leur exercice relevant du domaine des comptes, ainsi que dans la lutte contre la corruption.

L'EXPRESSION dz.com Le Quotidien

Il a parrainé un forum bâclé sur les médias
L'insoutenable légèreté d'un ministre

Yacine El-Mahdi oualid connaît-il vraiment le monde de la presse nationale et sa complexité?

Yacine El-Mahdi Oualid, ministre de l'économie de la connaissance et des Start-up

Posons-nous donc la question de savoir la place réelle des médias dans l'esprit des décideurs. Le président de la République en a certes tracé les grandes lignes et la réalisation de la cité des médias atteste de cet intérêt. Mais l'on est forcé d'admettre qu'un ou deux étages plus bas dans l'édifice de l'État, la perception est différente. Il semble même qu'on n'accorde pas l'attention qu'elle mérite à la presse nationale. Et pour cause, lorsqu'on veut évoquer «les défis des médias et de la communication à

l'ère du numérique et des nouvelles technologies», comme le propose l'organisateur d'un forum qui se tient à partir d'aujourd'hui au Centre international des conférences, il faut auparavant savoir de quoi on parle et surtout avec qui parler. Mediacom, la boîte de communication initiation de l'évènement, chiffre son forum pour se donner de la contenance.
100 exposants, 3000 participants et le prestigieux CIC pour abriter tout ce beau monde, suffit-il pour avoir l'air connaisseur? La réponse est bien entendu «non», lorsqu'on n'a pas pris la peine de s'informer convenablement sur l'histoire de la presse nationale.
La superficialité de l'évènement n'aurait posé aucun problème, n'était-ce son parrainage par un ministre du gouvernement. Entendons-nous bien: l'évènement concerne exclusivement les médias nationaux. Même que l'organisateur a associé les établissements publics du secteur de la communication, à l'instar de l'agence Algérie Presse Service (APS) et de la Télévision nationale. Mais alors pourquoi aller solliciter le patronage du ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises?
La question est d'autant plus légitime que l'on est en droit de se demander en quoi le département des start-up a à voir avec la communication et les médias. Ces deux secteurs sont chapotés par un ministre de plein exercice. C'est à ce ministère qu'il revient d'évaluer la pertinence de l'évènement et la maîtrise du sujet par l'organisateur. On n'engage pas la crédibilité du gouvernement sur un forum dont on ne sait pas grand-chose. Pour preuve, les organisateurs ont péché par ignorance de ce qui fait la presse nationale. Des noms prestigieux ont été ignorés parmi les invités. Ces derniers sont recrutés dans les gothas de personnalités journalistes-influenceurs, très présents sur les réseaux sociaux. Mais ces réseaux-là ne font pas le paysage médiatique et encore moins l'esprit même de la presse nationale. Parler des défis des médias et de la communication à l'ère du numérique et des nouvelles technologies n'autorise pas qu'on «oublie» les voix authentiques de la presse en Algérie.
Les jeunes organisateurs peuvent être excusés. Tout le monde peut se tromper. Mais un ministère patronne un évènement, sans prendre la peine de jeter un oeil sur la thématique et encore moins exiger un minimum de professionnalisme dans le traitement du sujet, devient lui-même hors de propos. Posons donc une autre question adressée, au ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, celle-là. Yacine El-Mahdi Oualid connaît-il vraiment le monde de la presse nationale, sa complexité, ses rivalités, ses difficultés de s'organiser...?Sait-il qu'en associant son ministère à une entreprise superficielle, tout juste bonne pour palabrer autour d'un sujet sans but précis, il engage l'Exécutif sur une voie sans perspectives?
Le ministre sait parfaitement que la nouvelle législation sur la presse nationale n'est pas encore finalisée.
Le nouveau ministre de la Communication, qui a rencontré les professionnels de

l'audiovisuel public et privé a sa propre feuille de route. Il aurait été plus à même de se voir confier le dossier de ce forum en vue d'un parrainage et sans doute d'un enrichissement. Il est plus à même d'identifier les vrais bâtisseurs de la presse nationale publique et privée. Les débats auraient du sens dans le contexte du moment où les professionnels peinent à désigner leurs représentants dans le comité d'éthique par exemple.
En ne soupesant pas le poids de la thématique d'une brûlante actualité, mais qui ne le concerne pas directement, le ministre a commis une maladresse à l'endroit de la presse nationale. Il a également parasité une action importante de l'État en n'accordant pas l'intérêt qu'il faut à une activité centrale dans l'acte de souveraineté nationale en ces temps de guerre hybride où l'Algérie a besoin de tous ses professionnels pour établir une stratégie de défense contre les attaques qui émanent de l'étranger. Le ministre, comme tous les Algériens, connaît l'identité de ces étrangers.

L'Algérie aujourd'hui
Le Quotidien d'Information

Pétrole : Le Brent à plus de 90 dollars

Les cours de **pétrole** ont poursuivi leur hausse ce mardi matin sur les marchés mondiaux, en dépassant la barre des 90 dollars.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a pris 0.30% ce mardi matin, à 90,91 dollars.

Le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en octobre, a pris 0,41%, à 87,65 dollars.

Financements climatiques en Afrique : Les pays riches sollicités pour le transfert des droits de tirage spéciaux

La Banque africaine de développement (BAD) a exhorté les pays riches à lui transférer une partie de leurs droits de tirage spéciaux (DTS) auprès du Fonds monétaire international (FMI), afin qu'elle puisse accroître ses financements dédiés aux projets d'adaptation au changement climatique en Afrique, a rapporté Bloomberg, ce lundi1, citée par d'autres médias.

« L'Afrique étant le continent le moins développé et ses nations étant parmi les plus durement touchées par le réchauffement climatique, il est nécessaire d'accroître les financements pour la rendre résistante aux cyclones, aux inondations et aux sécheresses qui frappent de plus en plus, endommageant les infrastructures et compromettant les systèmes alimentaires », a déclaré la directrice financière de la BAD, Hassatou Diop N'Sele.

Selon elle, le transfert d'une partie des DTS des pays développés à la BAD permettra à la banque multilatérale africaine de comptabiliser ces actifs comme des capitaux propres et d'augmenter ainsi sa capacité de financement des projets d'adaptation au dérèglement climatique sur le continent.

« En 2022, la BAD a alloué 63 % de ses financements climatiques à l'adaptation […]. Les efforts supplémentaires pour soutenir la transition verte passent par le renforcement de notre capacité de prêt », a-t-elle expliqué, indiquant que la « réallocation de 10 milliards de dollars de DTS augmenterait la capacité de prêt des banques multilatérales de développement de 30 à 40 milliards de dollars, sans aucun coût pour ceux qui fournissent les DTS ».

Notons que les DTS sont un actif de réserve international créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves de change officielles de ses pays membres. Cet actif peut être échangé contre des devises librement utilisables à la demande de ces pays.

ALGERIE ECO

Algérie-France : Hausse de 17,6% des échanges commerciaux durant le 1er semestre 2023

Durant le premier semestre de l'année 2023, les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie ont connu une hausse de 17,6%, atteignant ainsi un total de 5,8 milliards d'euros.

Cette croissance s'explique par divers facteurs, notamment l'augmentation des importations françaises de biens en provenance de l'Algérie, qui ont augmenté de 23% pour atteindre 3,6 milliards d'euros.

En effet, les importations françaises ont été principalement stimulées par les achats d'hydrocarbures, qui ont enregistré une augmentation spectaculaire de 35,1%, atteignant 2,9 milliards d'euros, selon les données des douanes françaises, contenues dans la Lettre économique d'Algérie, une publication de Business France Algérie.

L'achat du gaz algérien par la France en hausse de 92,1%

Ces importations se composent principalement de gaz naturel, représentant 49,9% du total des importations d'hydrocarbures, avec une augmentation impressionnante de 92,1% et atteignant 1,5 milliard d'euros.

Les importations de pétrole brut ont également augmenté, bien que de manière plus modérée, atteignant 904 millions d'euros, soit une hausse de 3,2%.

Algérie 360°

Aéroport d'Alger : saisis de 65 000 euros sur une passagère en partance pour Istanbul

Les forces de police algériennes ont récemment réussi à déjouer une tentative de contrebande à l'aéroport international Houari Boumediene, marquant une victoire majeure dans la lutte contre les activités criminelles liées aux mouvements de fonds internationaux.

Tentative de contrebande de plus de 65 000 euros déjouée à l'Aéroport Houari Boumediene

L'opération, conduite par la police des frontières de l'aéroport, a abouti à la saisie impressionnante de **65 100 euros** dissimulés dans les bagages de deux passagers.

Les passagers en questions, qui s'apprêtaient à quitter le territoire national en direction de l'aéroport d'Istanbul, ont été immédiatement appréhendés. Ils ont ensuite été présentés devant les autorités judiciaires compétentes pour répondre de leurs actes.

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

Investissements étrangers dans l'agriculture : Un outil d'optimisation de la productivité

L'impératif de la sécurité alimentaire pour assurer une autosuffisance en céréales a été largement traité dans les grands axes de la stratégie nationale qui devrait être lancée à partir du mois d'octobre prochain.

Elaborés par des chercheurs algériens, les résultats de ce plan d'action sont attendus dans les cinq prochaines années. Pour le Pr Tarik Hartani, coordinateur du comité de réflexion pour le développement des céréales en Algérie, «rien n'interdit pour booster ce secteur hautement stratégique de s'ouvrir au partenariat étranger avec les pays qui sont leaders dans ce domaine pour profiter de leur savoir-faire et augmenter les rendements».

Le directeur de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie d'Alger qui intervenait, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale a tenu a rappelé l'expérience des pays comme la Turquie et l'Inde qui ont réussi à assurer leur autosuffisance dans ce secteur. Ainsi, pour assurer l'optimisation des potentialités existantes, il faut s'inspirer, estime-t-il, «des pays qui ont réussi dans ce domaine, notamment en matière de gestion de l'eau pluviale à valoriser à travers une collecte spécifique». Hartani n'a pas omis, dans ce sens, de citer certaines contraintes qui paralysent ce secteur et qu'il va falloir éliminer pour améliorer la productivité. Il insiste dans ce sens sur la nécessité d'«améliorerl'itinéraire technique de la production céréalière et tous les aspects socioéconomiques dont en l'occurrence les contraintes foncières, les problèmes d'électrification, de stockage, ainsi que l'accès aux parcelles appropriées».

Sur le plan de la quantification, l'expert a tenu à préciser que «la plupart des mesures visent à optimiser les ressources financières du secteur». Il cite, à ce titre, l'exemple de la production céréalière dans la wilaya d'El Menia très riche en eau douce à faible profondeur. Pourtant, souligne-t-il, «nous continuons à utiliser des pivots à 30 hectares avec une distance de 800 mètres entre deux pivots.Nous proposons d'aller vers des pivots de 50 ha pour rentabiliser les superficies cultivées et exploiter au mieux les assiettes foncières existantes». Selon lui, «il y a un certain nombre de mesures simples à faire pour gagner en productivité du sol».

Facteurs de réussite d'un partenariat

Il évoque, dans ce sillage, «la possibilité d'utiliser des moyens techniques et technologiques à même d'améliorer les rendements, dont notamment l'électrification via les énergies renouvelables au sud du pays ou du GPL qui est une énergie relativement propre et moins chère». A la question de savoir s'il serait plus judicieux de passer des mini-parcelles exploitées à de grandes superficies céréalières en partenariat avec des investisseurs étrangers, le Pr Hartani a indiqué que «l'ambition de cette stratégie est d'arriver à exploiter ces grandes surfaces existantes dans les Hauts-Plateaux et le sud du pays». Le seul problème, note-t-il, «est l'eau qu'il

va falloir savoir gérer de manière rationnelle et c'est là où intervient la technologie agricole nécessitant un matériel adapté pour les différents travaux agricoles». Il estime, également, «nécessaire d'introduire l'agriculture intelligente, soit la photographie aérienne et la technologie spatiale pour identifier les possibilités de maladies et d'échaudage du blé afin de pouvoir réagir à temps».

Akli Moussouni, expert agronome, a indiqué, pour sa part, que «le développement d'une filière quelle qu'en soit la nature doit impérativement se baser sur l'étude du contexte local et de la manière de la développer». Car, fait-il savoir, «le développement d'un secteur relève toujours des spécificités d'un pays qu'on ne peut pas importer un modèle de développement et l'appliquer directement dans notre pays». D'ailleurs, rappelle-t-il, «nous nous sommes engagés avec des partenaires étrangers pour développer certaines filières dans le cadre du développement des maraîchers au sud du pays. Ainsi, il y a aujourd'hui plus de 4.00 expertises qui ont été faites par l'Union européenne pour l'Algérie, mais qui n'ont pas été prises en compte».

Pour Mousouni, également vice-président de la fondation Savoir-faire et Développement, «il y a une nécessité à s'engager dans des partenariats à condition d'adapter les études des différents projets au contexte environnemental du pays». Le partenariat est, affirme-t-il, d'«apporter un plus au secteur agricole, mais il ne peut être exploité que lorsque l'appareil économique de notre agriculture serait doté de mécanismes qui facilitent la mise en place de cette technologie».

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

Partenariats entre centres de recherche nationaux et étrangers : Accélérer le processus de l'économie de la connaissance

L'intensification des recherches scientifiques conjointes avec des établissements internationaux de renom, comme annoncé dernièrement par le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), contribuera à booster l'économie de la connaissance,

Le Dr Mehdi Gaham, cadre au Centre de développement des technologies avancées (CDTA) et membre du Comité national des start-up, est formel. «La coopération internationale en matière de recherche et développement (R&D) est des plus

importantes pour les pays qui ambitionnent d'édifier une économie basée sur la connaissance. Comme notre pays s'inscrit dans cette démarche, il aura tout à gagner en s'intégrant dans une dynamique technologique mondiale, et ce, à travers justement des partenariats internationaux comme envisagé par le CNRST», soutient-il.

Ce genre de partenariats, souligne-t-il, valorisera le potentiel économique national à moyen et long terme dans les secteurs stratégiques, tels que l'énergie et la santé de demain, l'agri-tech, les nano et bio-tech et l'intelligence artificielle.«Mais aussi dans les domaines à forte consonance technique et industrielle, comme la robotique, les automatismes, la digitalisation industrielle, l'usine intelligente…Des créneaux qui, une fois dynamisés, permettront à notre tissu industriel de se déployer rapidement grâce à un apport technologique intensifié», indique-t-il en évoquant, comme exemple concret, le domaine des technologies spatiales où les expériences de collaboration à l'international sont particulièrement réussies. Ceci d'un point de vue économique. Pour ce qui est du domaine de la recherche, assure-t-il, le partenariat international en R&D ouvrira davantage de portes à nos chercheurs à l'extérieur et renforcera leur positionnement et leur contribution dans l'émergence de nouvelles technologies dans le monde. «Il permettra aussi, grâce aux échanges d'expériences et de savoir-faire, une meilleure adéquation entre notre écosystème R&D et les défis actuels auquel nous faisons face dans les rapports industrie-recherche, entre autres, l'innovation et l'entrepreneuriat et dans la valorisation économique des résultats de la recherche», dit-il. Ce qui va booster, selon lui, l'émergence de nouvelles branches d'activées économiques d'envergure internationale.

«Cela dépendra, toutefois, de la nature des partenariats qui seront conclus et des axes technologiques qui feront l'objet des collaborations internationales. Je pense qu'il faudra, dans ce contexte, définir nos objectifs en premier lieu en ciblant les axes qui soient porteurs économiquement. Pour cela, il faudra peut-être penser à impliquer les opérateurs économiques dans le choix de ces axes. «C'est un procédé fréquemment appliqué dans le cadre des coopérations internationales et dont le but principal est la valorisation et la rentabilisation de l'impact économique de la recherche scientifique», explique-t-il.De même qu'il est important, insiste-t-il, que toute démarche scientifique et technologique proposée par les chercheurs prenne en compte la portée économique et commerciale.

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

Développement et bonne gouvernance : Favoriser l'approche économique

Pour le renforcement des capacités des territoires, une rencontre gouvernement-walis est prévue prochainement. Ces retrouvailles devenues cycliques se veulent des espaces à travers lesquels pouvoirs centraux et autorités locales mettent sur la table toutes les problématiques rencontrées sur le terrain.

Il sera question de les aplanir et de trouver les solutions à même de répondre aux aspirations et attentes des citoyens. Le développement local est au cœur des politiques publiques. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, ne cesse de le réaffirmer, exhortant toutes les forces locales à participer à cet effort national visant essentiellement à insuffler une dynamique économique plus forte et productive au niveau des territoires, en tenant compte des spécificités de chaque région. Et surtout inclusive et pourvoyeuse de richesse et d'emplois.

Saisissant l'occasion de l'installation des nouveaux walis, Merad a prôné la bonne gouvernance qui permettra de préserver les intérêts des territoires. Le ministre de l'Intérieur a plaidé pour une approche économique dans la gestion des collectivités locales. «Face à la multiplication des défis qui s'imposent au pays, les walis doivent asseoir une approche économique visant l'exploitation optimale des potentialités territoriales et le développement des investissements productifs», a-t-il dit lors de la cérémonie d'installation des walis de Boumerdès, Blida et Tissemsilt.

Le rôle des pouvoirs locaux est prépondérant tout comme, d'ailleurs, celui des opérateurs économiques et de la société civile. La conjugaison de leurs efforts et la création de fortes synergies permettront de donner un nouveau souffle aux régions, notamment celles qui souffrent de manque de financement. La répartition équitable des richesses est recommandée à plusieurs égards en vue d'instaurer un équilibre en matière de développement. Ceci contribuera, en partie, à la lutte contre l'exode rural. Le nouveau code communal est fin prêt, selon le directeur des collectivités locales auprès du ministère de l'Intérieur, Youcef Roumane. Ce dernier a affirmé que des nouveautés vont être introduites. Celles-ci révèlent un souci de réhabilitation de la planification dans la gestion des affaires locales qui constitue, selon lui, la clé de voûte qui permet degarantir la bonne gouvernance et le

Azzeddine Madani, professeur à l'Université de Khemis Miliana : **«Il faut donner une importance à la planification territoriale»**

Azzeddine Madani, titulaire d'un doctorat en géographie option aménagement du territoire et spécialisé en adaptation aux changements climatiques, est professeur à l'Université de Khemis Miliana. Dans cet entretien, l'expert met l'accent sur la gouvernance territoriale et l'importance des nouveaux textes législatifs.

Les collectivités locales devront mobiliser leurs potentialités et optimiser leur utilisation. Est-ce que l'approche économique, recommandée par les pouvoirs publics, peut-elle orienter les dynamiques socioéconomiques et assurer un développement durable ?

L'approche économique dans le développement local est importante si elle est appliquée avec l'ensemble de ses éléments. Dans le cadre théorique, elle vise à renforcer les économies locales, à améliorer la qualité de vie des citoyens et à promouvoir la durabilité à l'échelle régionale ou locale en mettant l'accent sur l'utilisation judicieuse des ressources, la diversification économique et la collaboration entre les acteurs publics et privés. Il est connu que cette approche prend forme sur plusieurs éléments, en particulier la maîtrise de la mobilisation des ressources locales, qu'il s'agisse de ressources humaines, financières ou naturelles, pour stimuler le développement économique. Cela peut inclure le soutien aux petites entreprises locales, l'exploitation durable des ressources naturelles et la promotion de l'entrepreneuriat local.

Un autre élément dans l'approche économique, c'est la diversification économique qui consiste à encourager la croissance de plusieurs secteurs plutôt que de dépendre d'une seule industrie. Les partenariats public-privé sont aussi essentiels dans l'approche économique et les autorités au niveau local doivent renforcer davantage la collaboration avec le secteur privé, afin de promouvoir l'investissement, de créer des emplois et de contribuer dans d'autres volets. Ces partenariats doivent prendre des formes évoluées par la mise en place d'une réglementation adaptée.

Entre autres, cette approche exigele développement et la modernisation des infrastructures locales, telles que les routes, les réseaux électriques, les télécommunications, les écoles et les hôpitaux, quisont souvent considérées comme essentielles pour attirer des investissements et favoriser la croissance économique. Un autre élément essentiel dans le développement local, c'est la formation de la main-d'œuvre locale qui est essentielle pour améliorer les

compétences et l'employabilité des résidents locaux. Cela peut inclure des programmes de formation professionnelle et technique adaptés et une formation continue spécialisée pour le personnel chargé de la mise en œuvre du développement local. L'approche économique dans le développement local intègre aussi de plus en plus de préoccupations liées à la durabilité environnementale, en veillant à ce que le développement économique soit compatible avec la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles.

Pour mieux mettre en œuvre un développement local, les populations locales sont encouragées à participer au processus de développement économique, en contribuant à la prise de décisions et en s'engageant dans des projets locaux. A travers ces quelques éléments, nous pouvons voir que cette approche peut contribuer au développement local, à condition que sa mise en œuvre trouve un environnement adéquat et toutes les actions nécessaires d'accompagnement.

Le nouveau code communal, fin prêt, prône la réhabilitation de la planification. **Quelle est l'importance de cette dernière dans la gestion locale ?**

La planification est importante dans la gestion locale, elle doit se faire dans les différents horizons, à savoir le court, moyen et long terme. Comme il faut aussi donner une importance à la planification territoriale d'autant qu'elle permettra d'avoir une vision globale sur le territoire à développer et cela passe d'abord par l'analyse de ses potentialités et le besoin des populations dans les différents domaines. N'oublions pas que la planification exige des données qui doivent refléter la réalité sur le terrain. A cet effet, il est essentiel de consolider le mécanisme de collecte des données et statistiques au niveau local.

Qu'est ce qui est attendu des nouveaux codes communal et de wilaya? Faut-il renforcer les prérogatives des autorités locales et aller vers une décentralisation ?

L'implication du citoyen dans la prise de décision, le mécanisme de concertation avec la population, la mise en œuvre du budget participatif, la communication qui est le moteur de la transparence et également d'autres éléments sont attendus et qui permettent le bon fonctionnement de la commune qui doit avoir dans son organigramme un service ou une direction de communication qui assure la relation entre les citoyens et la municipalité. Oui, le renforcement des prérogatives des autorités locales est très nécessaire. Il faut trouver des mécanismes pour supprimer les conflits de prérogatives qui existent dans les différents niveaux de responsabilité, surtout dans le volet technique, à savoir de la maîtrise d'œuvre puisque parfois des

architectes et aménagistes sont devant des situations délicates d'autant qu'ils éprouvent des difficultés de convaincre des responsables administratifs, y compris les élus.

Toutes les régions bénéficient d'une dotation financière de l'Etat sauf qu'il y a une disparité en termes de développement. Faut-il revoir les modes de financement et la répartition des richesses ?

La dotation financière de l'Etat dépend de plusieurs paramètres et prend en compte les besoins des populations. Ces disparités en termes de développement sont liées dans certains cas à certaines défaillances dans les outils de planifications territoriales qui n'arrivent pas à bien définir la priorité des besoins dans les différents horizons. La révision de ces outils qui se fait parfois rapidement reflète la qualité de leur contenu. Ainsi, l'aspect technique est à l'origine d'une partie des disparités en termes de développement. Pour remédier à cette situation, la bonne réalisation des outils de planification territoriale au niveau local, régional et national permettra de définir les priorités des besoins financiers de chaque territoire.

Les changements climatiques affectent également les territoires. Comment y faire face?

Les changements climatiques touchent actuellement l'ensemble des territoires partout dans le monde. Des actions pour l'adaptation à ce dérèglement climatique sont engagées pour réduire l'impact des inondations et des vagues de chaleur qui marquent de nombreuses régions du monde. En Algérie, les instruments de planification territoriale prennent en compte ce volet. Mais sur le terrain, il reste beaucoup à faire pour remédier à cela. De nombreuses nouvelles actions réalisées pour lutter contre les inondations et les vagues de chaleur, un peu partout dans le monde, ne sont pas encore engagées ici, à titre d'exemples l'enlèvement de l'asphalte ou du revêtement bitumineux dans certaines zones, qui est une stratégie utilisée pour atténuer les inondations, et la création de zones tampons vertes qui sont des espaces naturels ou aménagés avec des végétaux qui absorbent et ralentissent l'écoulement de l'eau de pluie.

En retirant l'asphalte dans certaines zones urbaines et en plantant des arbres, des arbustes et des plantes adaptées, on peut créer des zones tampons vertes qui réduisent le ruissellement des eaux pluviales et favorisent l'infiltration. Dans les écoles, l'asphalte des cours est actuellement enlevé dans plusieurs pays pour protéger les écoles des inondations. Il existe beaucoup d'autres actions dans le volet

aménagement urbain et également en aménagement du territoire, qu'il est nécessaire de mettre en œuvre en urgence pour faire face au dérèglement climatique en Algérie. Cela nécessite aussi la mise en application rapide d'un programme de formation continue du personnel au niveau des services techniques de la commune, daïra et wilaya surles différentes thématiques liées à l'adaptation aux changements climatiques, d'autant que les techniques utilisées évoluent vite, surtout avec l'avancement des connaissances suite à la recherche scientifique très engagée dans cette problématique.

L'EXPRESSION dz.com Le Quotidien

L'EXPRESSION
MERCREDI 13 SEPTEMBRE 2023

INVESTISSEMENT AGRICOLE DANS LE MONDE ARABE

La sécurité alimentaire en question

L'ALGÉRIE est engagée dans un processus d'amélioration de son climat des affaires.

■ ALI AMZAL

En renforcement aux actions de restructuration et de modernisation du secteur de l'agriculture, l'ouverture franche sur le partenariat étranger s'articule autour de la recherche de nouvelles voies de financement et d'investissement, indispensables à la relance économique. C'est dans cette optique que le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu lundi en audience, le président de l'Organisme arabe pour l'investissement et le développement agricole (Oaida), Mohamed Ben Oubeid Al-Mazroui, dans le cadre d'échanges portant sur « l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'Oaida, en vue notamment de stimuler l'investissement agricole et accompagner la dynamique déjà enclenchée par notre pays en matière de diversification», souligne le communiqué du ministère des Finances. Il faut dire que les actions menées pour redresser le secteur, ces dernières années, ont abouti à des avancées inédites. Elles ont permis au secteur de hisser sa participation au PIB à hauteur de 14,7% en 2022, avec une valeur de 4 500 milliards de dollars. Des avancées qui nécessitent d'être valorisées par des programmes de développement issus des actes d'investissement. C'est précisément ce qui pourrait constituer des bases financières fiables pour porter les productions agricoles à un niveau supérieur. Dans ce contexte, Faid a souligné « l'importance qu'accorde l'Algérie au développement du secteur agricole, s'inscrivant au cœur de la stratégie nationale de diversification et de renouveau économique. Cette importance est accentuée au regard du contexte mondial caractérisé par les perturbations en matière d'approvisionnement de certains produits alimentaires de base, ayant induit certains pays à confronter une insécurité alimentaire conséquente ». On ne peut plus clair, les opportunités qui s'offrent à l'Algérie dans cette conjoncture, se présentent comme de sérieux accélérateurs, notamment dans le développement du domaine agricole. Les récentes fluctuations des marchés internationaux, se présentent comme une redistribution des cartes, qui confère à l'Algérie la possibilité de se hisser au rang de leader régional et international. D'où l'importance de renforcer les partenariats avec des organismes financiers de la dimension de l'Oaida, qui jouit d'une grande expérience de l'investissement agricole et le la transformation. Il y a lieu de souligner que l'importance de ces actions, réside dans l'objectif de hisser l'investissement agricole à un haut niveau de performance, susceptible d'impacter stratégiquement l'économie nationale. Dans ce sillage, le ministre a invité l'Oaida à « consentir plus d'efforts pour appuyer le développement du secteur agricole dans les pays arabes, notamment en Algérie qui est engagée dans un processus d'amélioration de son climat des affaires à travers, notamment la revue du cadre légal régissant entre autres l'investissement et le foncier économique et agricole et ce, à l'effet d'offrir plus de facilitation et d'incitation aux investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers ». Il va sans dire que les résultats de la nouvelle politique économique, commencent à porter leurs fruits, dans la mesure où ils permettent, aujourd'hui, d'optimiser les actions de coopération, et de dégager des perspectives de développement, en adéquation avec les ambitions économiques.

C'est dans cet ordre d'idées que le président de l'Oaida Al-Mazroui, a salué « les efforts consentis par l'Algérie pour asseoir les bases d'une croissance agricole durable », réitérant «l'engagement de son institution à accompagner cet élan d'amélioration du secteur agricole à travers le renforcement des investissements de son institution en Algérie».

A.A.

Laaziz Faid, ministre des Finances et Mohamed Ben Oubeid Al-Mazroui, président de l'Oaida

El Watan-dz .com
du 13/09/2023 - page 05

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ALGÉRIE

L'inflation, un défi «considérable» ?

La mission du FMI à Alger au titre de l'article IV la semaine dernière, dont la réunion technique a été présidée par le ministre des Finances, devra à l'issue de ses travaux déterminer les forces et les faiblesses de notre système économique. Une évaluation devra être effectuée comme de tradition et poser un diagnostic sérieux sur l'état de notre économie. Des recommandations sur des réglages à opérer dans certains secteurs devraient certainement voir le jour. Le 1er février de l'année en cours, le conseil d'administration du FMI a, dans un communiqué à l'issue des consultations de 2022 au titre de l'article IV avec l'Algérie, mis le curseur sur l'un des défis majeurs auxquels est confronté notre pays. *«La hausse de l'inflation est un défi considérable, dans un contexte de politique monétaire accommodante. L'inflation globale s'est accélérée pour atteindre 7,2% en 2021 et est estimée à 9,3% en 2022, son plus haut niveau depuis 26 ans. Malgré les mesures prises par la Banque centrale en faveur d'une gestion plus active de la liquidité, la politique monétaire reste accommodante»*, analysait le FMI. Ainsi a-t-il indiqué alors que *«les perspectives pour 2023 sont favorables, mais la croissance devrait ralentir et l'inflation rester élevée à moyen terme»*. La question est donc de savoir aujourd'hui si les prédictions du FMI seront corroborées ? Ou non ? Le ministre des Finances s'est montré, lui, optimiste en tablant sur un niveau de croissance de 5,3% en 2023.

Le ministre a explicité que *«dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale»*. Et ensuite d'affirmer que la conjoncture économique et financière nationales se caractérisera notamment, à fin 2023 comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de change, et l'augmentation des recettes budgétaires. Les projections du FMI en février dernier sont telles que *«la croissance du PIB hors hydrocarbures devrait se renforcer pour atteindre 3,4% en 2023 sous l'effet d'une forte augmentation des dépenses budgétaires. Elle devrait ralentir progressivement par la suite pour atteindre 2% environ à moyen terme. Le compte des transactions courantes devrait rester excédentaire en 2023 et enregistrer un déficit croissant à compter de 2024. L'inflation devrait s'atténuer légèrement à 8,1% en 2023, mais rester relativement élevée à moyen terme». «Les perspectives,* a-t-il indiqué, *dépendent essentiellement de la trajectoire de prix des hydrocarbures. Des risques favorables pour les perspectives découlent d'une éventuelle hausse des investissements dans le secteur des hydrocarbures et des projets miniers en cours de développement.»*

A. Benyahia

COOPÉRATION DANS LE DOMAINE AGRICOLE

L'OAIDA s'engage à accompagner la dynamique en Algérie

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a reçu en audience, le président de l'Organisme arabe pour l'investissement et le développement agricole (OAIDA), Mohamed Ben Oubeïd Al-Mazroui, à la tête d'une délégation de son institution. Cette rencontre a constitué une occasion pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'OAIDA, en vue notamment de stimuler l'investissement agricole et accompagner la dynamique déjà enclenchée par notre pays en matière de diversification. À cette occasion, Faïd a souligné l'importance qu'accorde l'Algérie au développement du secteur agricole, s'inscrivant au cœur de la stratégie nationale de diversification et de renouveau économique, précisant que cette importance est accentuée au regard du contexte mondial caractérisé par les perturbations en matière d'approvisionnement de certains produits alimentaires de base, ayant induit certains pays à confronter une insécurité alimentaire conséquente. Dans ce cadre, le ministre a invité l'OAIDA à consentir plus d'efforts pour appuyer le développement du secteur agricole dans les pays arabes, notamment en Algérie qui est engagée dans un processus d'amélioration de son climat des affaires à travers, notamment, la revue du cadre légale régissant entre autres l'investissement et le foncier économique et agricole et ce, à l'effet d'offrir plus de facilitation et d'incitation aux investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Il a également mis l'accent sur l'importance pour l'OAIDA de renforcer davantage son appui en termes de transfert de savoir et de renforcement des capacités à même d'accompagner les agriculteurs algériens pour s'imprégner des meilleures pratiques internationales en matière de production agricole. Pour sa part, Al-Mazroui, a salué les efforts consentis par l'Algérie pour asseoir les bases d'une croissance agricole durable, tout en réitérant l'engagement de son institution à accompagner cet élan d'amélioration du secteur agricole à travers le renforcement des investissements de son institution en Algérie.

Ania Nch.

MIDI Quotidien national d'information

2 EVENEMENT MIDI LIBRE N° 4842 | Mercredi 13 septembre 2023

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Un casse-tête pour les autorités

PAR IDIR AMMOUR

L'un des grands problèmes qui rongent l'économie nationale et qui favorise l'amenuisement du pouvoir d'achat d'une manière générale, c'est l'absence de rigueur du côté des contrôles sur le marché.

On observe un laisser-aller total et délibéré au point que les opérateurs économiques et les commerçants fixent les prix à leur guise. Sans être annoncé par les pouvoirs publics, ni prévu dans la loi de Finances, les prix de plusieurs produits connaissent à chaque fois une hausse inattendue, au grand malheur des consommateurs.

Face à de telles situations, comment ne pas s'inquiéter pour le lendemain quand ces derniers défient même les autorités en enfreignant les lois de la République.

La spéculation semble se généraliser, les commerçants font grise mine malgré les menaces des autorités. Le mal est profond, à commencer par le paysan jusqu'au consommateur en passant même par les mandataires.

Censé être les intermédiaires entre les agriculteurs et les commerçants. Ces derniers n'achètent pas la production agricole des agriculteurs, comme le pensent beaucoup de gens, mais s'occupent de la vente de cette production en contrepartie d'une marge bénéficiaire sur le montant de la facture et non pas sur le prix de vente.

En effet, les agriculteurs ramènent leur production en camions, la déposent au niveau des carreaux de vente et retournent à leurs occupations.

Les mandataires, quant à eux, s'occupent de l'emballage et de la vente des produits agricoles. Ainsi, ils rendent un grand service aux agriculteurs.

Ce système a été inventé par les Européens pour éviter la flambée des prix. Toutefois, quelques commerçants au détail brisent cette chaîne en achetant directement la production au niveau des plantations agricoles, ainsi ils achètent à des prix très bas, mais fixent les prix à leur guise.

Malheureusement, certains fellahs acceptent de vendre leur production pour éviter de payer la marge bénéficiaire aux mandataires.

L'irrespect des prix ne se limite pas seulement aux produits agricoles, c'est le cas aussi pour les produits de viandes rouge et blanche sans oublier les œufs et que dirait-on des fruits de mer ?

Même scénario pour le sucre, le lait, les légumes secs, les eaux minérales, le pain … vendu loin de leur prix officiel. Et la liste est longue ! La goutte qui fait déborder le vase, c'est le prix du café qui ne cesse d'augmenter. L'Expresso de comptoir n'a pas résisté aux effets de l'inflation.

Le gobelet ou tasse de café, passe en effet de 40 à 50 dinars.

Une hausse loin de ravir les consommateurs. Une précédente augmentation de 10 dinars avait, pour rappel, été imposée au mois d'août 2021 sous prétexte de la hausse des matières premières à l'international.

Devenu un rituel, la flambée des prix ne semble pas connaître de répit, et ce, malgré la guerre annoncée contre les spéculateurs.

C'est dire que la guerre doit être sans pitié contre ceux qui recourent à la spéculation en semant la panique et la psychose au sein de la société dans le but de pousser au pourrissement et à la déstabilisation du pays.

La loi annoncée prévoit, rappelle-t-on, des peines d'emprisonnement allant de 3 à 30 ans de prison et des amendes pouvant atteindre les deux millions de dinars.

Cette fermeté permettra à cette calamité de reculer et ceux qui seront tentés de le faire sauront que la loi sera impitoyable à leur égard. Alors agissons d'avantage et plutôt sera le mieux !

I. A.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

contribution

Economie

Pour une commission indépendante d'évaluation de la situation socioéconomique de 2023 et les perspectives 2024/2030

Les récentes déclarations sur la situation socioéconomique de l'Algérie sont contradictoires, dont la dernière en date de septembre 2023 est celle de la présidente de la CGEA dans une lettre ouverte adressée au président de la République, largement commentée par les médias nationaux et internationaux qui parle de marasme économique et d'une situation préoccupante pour bon nombre d'opérateurs nationaux. Ayant assisté à plusieurs tripartites, depuis 1995, réunissant gouvernement, patronat et syndicats, je juge la proposition de la présidente de la CGEA à prendre avec précaution car aucune de ces Tripartites n'a apporté de solutions concrètes : pour preuve avec les dérivées inclus dans la rubrique hors hydrocarbures pour près de 70% de la valeur, l'Algérie en ce mois de septembre 2023 est toujours dépendante pour ses ressources en devises à 98% des hydrocarbures, le cancer bureaucratique local et central toujours présent, devant s'attaquer non aux apparences mais à l'éco-système, (voir nos différentes contributions www.google 2010/août 2023). Mais parler le mot marasme, à mon avis, est inapproprié, l'Algérie connaissant comme bon nombre d'autres pays des difficultés avec des insuffisances qu'il s'agit de corriger, la machine économique ayant de la peine à démarrer et c'est l'avis de de la majorité des experts sérieux, et non les experts organiques rentiers et nous sommes déjà en septembre 2023. Comme je l'ai souvent mis en relief, le pouvoir n'a pas besoin d'éloges contredisant la réalité du terrain, en contrepartie d'une rente, mais d'un langage de vérité surtout après le rejet de l'adhésion aux Brics devant sans passion de cerner les causes.

Les intérêts supérieurs du pays exigent un langage de vérité, rien que la vérité, ni autosatisfaction loin des réalités accentuant le divorce Etat-citoyens, ni dénigrement gratuit comme si rien n'a été réalisé depuis l'indépendance politique, afin de définir clairement la stratégie 2024/2030, je propose une commission indépendante composée pas plus de 20 experts indépendants, devant respecter l'équilibre régional, car les compétences existent dans tout le pays, avec comme observateurs et non membres les différents départements ministériels qui doivent donner l'information exacte de leurs secteurs, car un ministre ne peut être juge et partie.

Il s'agit de tirer les leçons pour l'avenir et analyser la situation économique avec lucidité et objectivité comme la non adhésion de l'Algérie aux BRICS ,mais qui pourrait être salutaire pour accélérer les réformes condition sine qua non d'un doublement du PIB à 400 milliards de dollars dans trois à quatre années, il faut être réaliste et l'Algérie en a les potentialités .Pour cela, du point de vue stratégie, l'Algérie doit avoir une vision pour s'adapter aux nouvelles mutations économiques et géostratégiques.

Pour l'Algérie, il faut un taux de croissance de 8/9% en termes réels pour absorber le flux additionnel annuel entre 350 000/400 000 par an qui s'ajoute au taux de chômage actuel estimé par le FMI autour de 15%, mais incluant les sureffectifs des administrations, des entreprises publiques et l'emploi dans la sphère informelle. Le taux d'emploi, et c'est une loi universelle,, étant un suicide de créer des emplois improductifs, est fonction du taux de croissance et de la structure des taux de productivité, et le combat contre l'inflation passe par l'accroissement de la production et de la productivité et non par des mesures administratives. Concernant les exportations hors hydrocarbures, selon les données officielles de la douane pour 2022, une analyse plus fine montre clairement que les produits dérivés d'hydrocarbures dus à l'effet prix en 2022 et non pas à l'effet volume (augmentation de 2% en 2022) représentent 65,02% du total. Si l'on inclut le ciment , le rond à béton dominant dans les matériaux de construction, les exportations étant des semi-produits à faible valeur ajoutée nous aurons un taux de 80,60% restant aux autres produits exportés à fortes valeur ajoutée environ 19,40%. Pour bien situer les impacts réels des exportations hors hydrocarbures dans le temps et non se fier aux facteurs conjoncturels, il faudrait pour un bilan serein en dressant la balance devises nette.

Contrairement à certains discours de sinistrose, l'Algérie connaît la stabilité grâce aux efforts de l'ANP et des services de sécurité, mais existe un lien dialectique entre sécurité et développement : un non développement accroît l'insécurité. Aussi, le défi principal de l'Algérie est la relance économique avec la nécessaire cohésion sociale.

Étant à l'aube d'une profonde reconfiguration des relations internationales surtout en Afrique, continent à enjeux multiples avec les rivalités des grandes puissances, il s'agit d'accélérer la transition d'une économie de rente à une économie de production de biens et services basée sur la bonne gouvernance et la connaissance.

L'Algérie, en s'adaptant au mieux de ses intérêts au nouveau monde, s'orientant vers la multipolarité, pays à fortes potentialités, possédant des richesses naturelles importantes qu'il s 'agit de valoriser, la ressource humaine avec une jeunesse dynamique, des indicateurs financiers positifs, près de 84 milliards de dollars de réserves de change fin août 2023, un endettement extérieur très faible 2,9 milliards de dollars fin 2022, peut devenir un pays pivot au sein des espaces méditerranéens et africains, Mais attention à l'illusion monétaire car un excédent de la balance commerciale permettant l'accroissement des réserves des réserves de change importants ne sont ne sont pas nécessairement synonyme de développement devant transformer cette richesse virtuelle en richesses réelles , les USA ont seulement 37 milliards de dollars de réserves de change fin 2022 et ils sont la première puissance économique du monde.

La restriction aveugle sans objectifs précis des importations du fait que le d'intégration des entreprises publiques et privées en 2022 ne dépasse pas els 15% étouffe l'appareil productif et accentue l'inflation du fait de la faiblesse de la production locale. C'est comme un ménage qui restreint sa consommation avec de nombreuses maladies, les maladies apparentes du corps social étant l'inflation, le chômage et l'extension de la sphère informelle produit du dysfonctionnement des appareils de l'Etat avec comme effet la corruption.

En bref, concernant ma proposition d'une commissionné indépendante d'évaluation de la situation socio-économique 2023, l'Algérie a besoin d'un débat serein, au profit d'une Nation qui a besoin de réunir tous ses enfants, personne n'ayant le monopole du patriotisme à ne pas confondre avec le nationalisme chauviniste. La maîtrise du temps étant le principal défi, tout pays qui n'avance pas recule forcément, n'existant pas de situation statique, sa puissance se mesure à son poids économique, dans la pratique des relations internationales n'existent pas de sentiments mais que des intérêts l'Algérie de demain, plus de 50 millions d'habitants horizon 2030, jalouse de son indépendance politique, sera que les algériens voudront qu'elle soit.

Professeur des universités, expert International Abderrahmane Mebtoul

رئيس الجمهورية يعين عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك

الجزائر - عين رئيس الجمهورية, السيد عبد المجيد تبون, يوم الثلاثاء، عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك الجزائرية خلفا لنور الدين خالدي الذي أنهيت مهامه.

بيان اجتماع مجلس الوزراء

الجزائر- ترأس رئيس الجمهورية, القائد الأعلى للقوات المسلحة, وزير الدفاع الوطني, السيد عبد المجيد تبون, اليوم الثلاثاء, اجتماعا لمجلس الوزراء تناول مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 وعروضا تتعلق بالدخول المدرسي والدخول الجامعي ومتابعة مدى وفرة المواد ذات الاستهلاك الواسع في السوق الوطنية, بالإضافة إلى قرارات هامة ذات صلة بانشغالات المواطن, حسب بيان لمجلس الوزراء هذا نصه الكامل:

"ترأس السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، اليوم، اجتماعا لمجلس الوزراء، تناول مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 وعروضا تتعلق بالدخول المدرسي، الدخول الجامعي، ومتابعة مدى وفرة المواد ذات الاستهلاك الواسع في السوق الوطنية، بالإضافة إلى قرارات هامة ذات الصلة بانشغالات المواطن.

بعد افتتاح الجلسة من قبل رئيس الجمهورية والاستماع إلى عرض السيد الوزير الأول حول حصيلة النشاط الحكومي خلال الفترة الماضية، شرع المجلس في مناقشة مختلف البنود المدرجة ضمن جدول أعماله، حيث أسدى السيد رئيس الجمهورية بشأنها التعليمات والتوجيهات التالية:

*** مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023:**

- تصحيح بعض الاختلالات تماشيا وتجاوبا مع القرارات المتخذة لزيادة تحسين القدرة الشرائية للمواطنين وتقوية الجبهة الداخلية.

- وجه السيد الرئيس وزير المالية بزيادة تعبئة الموارد المالية وتسخير الإمكانات المادية للإسراع في رقمنة هياكل الوزارة والمؤسسات التابعة لها.

*** بخصوص الدخول المدرسي:**

- أسدى السيد الرئيس تعليماته لوزيري الداخلية والتربية باتخاذ كل الإجراءات لإنجاح الدخول المدرسي، وتجنيد كافة الإمكانات في إطار تنسيق محكم وبدقة، بين القطاعين لإزالة العقبات وحل المشاكل بحسب تطور احتياجات المدرسة الجزائرية.

- إعفاء البلديات الفقيرة والضعيفة من أعباء وتكاليف التكفل بالمدارس الابتدائية، على أن تتحمل الدولة هذه المسؤولية كاملة، وذلك حفاظا على دمقرطة التعليم.

- جدد السيد الرئيس حرصه على إيلاء الأهمية البالغة والاستثنائية للمطاعم المدرسية في المناطق البعيدة، لما لها من دور أساسي في توفير المناخ السليم لضمان تمدرس أمثل.

- تحميل السادة الولاة، ابتداء من الموسم المقبل، مسؤولية التكفل والإشراف التام والمباشر على الدخول المدرسي في ولاياتهم.

- الإسراع في استحداث ديوان وطني للمطاعم المدرسية يتكفل حصرا بالعملية.

- أكد السيد الرئيس على الوقوف الدائم للدولة إلى جانب العائلات الضعيفة الدخل، ووجه أوامره باستحداث صندوق للتضامن يشرف عليه قطاع التضامن الوطني، يتكفل حصرا بالعملية التضامنية المدرسية، وبالخصوص منحة التمدرس، التي توليها الدولة أهمية خاصة، باعتبارها ركيزة من ركائز الطابع الاجتماعي المنظم للدولة.

- دفع منحة التمدرس على الأقل، شهرا، قبل تاريخ الدخول المدرسي، ابتداء من السنة المقبلة.

- أمر السيد الرئيس بإعداد رؤية استشرافية تتضمن إصلاحات عميقة لاستيعاب وتحسين تأطير التلاميذ، وعرضها في مجلس وزراء قادم.

*** بخصوص الدخول الجامعي:**

- أثنى السيد الرئيس على الدور الهام لإطارات التعليم العالي في تحويل قطاعهم إلى قاطرة للبحث العلمي ونموذج في استخدام الرقمنة، وتحقيق دخول جامعي لأول مرة من دون ورق، وكذا المساهمة الفعالة في الجهد الوطني لدعم اقتصاد البلاد.

- استحداث مدرسة وطنية عليا للأمن السيبراني، بالتنسيق مع وزارة الدفاع الوطني، لضمان توحيد الجهود ومضاعفة الفعالية في هذا المجال الحساس، من أجل تحصين الأمن الوطني القومي.

- إعداد دراسة شاملة ومتكاملة حول جدوى العودة المرنة لنظام "ليسانس كلاسيكي"، تعويضا لنظام "أل أم دي".

- تجهيز خارطة جديدة لتوزيع المنظومة الجامعية ضمن رؤية "مدن جامعية" تحافظ على الفلسفة التضامنية والبعد الوطني في تكوين الإطارات الجامعية الجزائرية.

- أسدى السيد الرئيس تعليماته لوزيري التعليم العالي والمؤسسات الناشئة بإعداد قائمة بأفضل المؤسسات لإرسالها إلى الصين وكوريا الجنوبية والولايات المتحدة الأمريكية للاطلاع على تجارب هذه الدول في مجالات متعددة.

*** بخصوص متابعة مدى وفرة المواد ذات الاستهلاك الواسع في السوق الوطنية:**

- وجه السيد الرئيس وزير الفلاحة بمباشرة إجراءات ردعية وصارمة لتطهير القطاع.

- مواصلة الحكومة دعم الأسعار لعدد من المواد الأساسية الضرورية المستوردة، ومنع أي عملية استيراد للبقوليات خارج الديوان الوطني المهني للحبوب، مع تحديد دقيق لمراحل سعر المنتوج.

- السماح باستيراد حصري للحوم الحمراء والبيضاء الطازجة لسد الاحتياجات الوطنية من هذه المادة، والمساهمة في خفض أسعارها.

- تشجيع الاستثمار الخاص في مجال غرف التبريد للحفاظ على توازن السوق طوال السنة.

- أمر الحكومة بتحمل شراء منتوجات الفلاحين لحمايتها من التلف، في إطار استحداث ديوان وطني للمنتوجات الفلاحية، وتخزينها في غرف التبريد.

- الحفاظ على المخزون الوطني الاستراتيجي للمنتوجات الفلاحية والغذائية.

- إعداد سياسة اتصالية واضحة لإعلام المواطنين وإطلاعهم بشكل دوري ومستمر حول وفرة مختلف المواد الأساسية ذات الاستهلاك الواسع، لمنع تداول مصطلحي الندرة والمضاربة، التي تهدف إلى خلق الارتباك في السوق الوطنية، مع السماح بدخول العلامات التجارية العالمية.

- إشراك السادة الولاة بصفتهم مسؤولين عن القطاع الاقتصادي للتمييز بين المخزون ضمن السلسلة الإنتاجية والتخزين بهدف المضاربة.

- تحديد الاستهلاك اليومي للمواد الاستهلاكية من خلال استحداث مخابر تقدم إحصائيات واقعية دقيقة ومحينة بشكل دوري.

*** توجيهات عامة:**

- تكليف الحكومة بالإفراج عن القوانين الأساسية لأستاذ التربية الوطنية والأستاذ الجامعي والفئات المهنية لقطاع الصحة قبل نهاية السنة الجارية.

- تكثيف الجهود للتكفل الأمثل بانشغالات المواطنين اليومية، وجعلها حجر الزاوية لكل المسؤولين في كافة القطاعات.

و في الختام صادق مجلس الوزراء على مراسيم تتضمن تعيينات وإنهاء مهام في وظائف عليا في الدولة".

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGÉRIE PRESSE SERVICE

رئيس الجمهورية يأمر بتصحيح بعض الاختلالات من خلال مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023

- وجه رئيس الجمهورية, السيد عبد المجيد تبون, خلال ترؤسه اليوم الثلاثاء اجتماعا لمجلس الوزراء, تعليمات تقضي بتصحيح بعض الاختلالات من خلال مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 تماشيا وتجاوبا مع القرارات المتخذة لزيادة تحسين القدرة الشرائية للمواطنين , حسبما أفاد به بيان المجلس .

وخلال هذا الاجتماع , يقول البيان, اسدى رئيس الجمهورية تعليمات تقضي بـ "تصحيح بعض الاختلالات تماشيا وتجاوبا مع القرارات المتخذة لزيادة تحسين القدرة الشرائية للمواطنين وتقوية الجبهة الداخلية".

كما وجه الرئيس تبون وزير المالية "بزيادة تعبئة الموارد المالية وتسخير الإمكانات المادية للإسراع في رقمنة هياكل الوزارة والمؤسسات التابعة لها", يضيف ذات المصدر.

المعارض والبنوك الجزائرية في إفريقيا ستعزز مكانة المنتوج الجزائري

الجزائر - أكد رئيس كونفدرالية الصناعيين والمنتجين الجزائريين, عبد الوهاب زياني، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن فتح بنوك ومعارض جزائرية في الدول الإفريقية, ستعزز مكانة المنتوج الجزائري في القارة, لاسيما من خلال منطقة التجارة الحرة القارية الإفريقية (زليكاف).

واوضح السيد زياني في لقاء مع وسائل الإعلام "أن تواجد البنوك الجزائرية في الخارج سيقدم مساهمة كبيرة للمصدرين سيما من خلال تسهيل التحويلات المالية".

كما اعتبر أن تنظيم المعارض التجارية الدائمة التي بادرت بها الشركة الجزائرية للمعارض والتصدير, ستسمح بتواجد المنتوج الجزائري بشكل دائم في الأسواق الإفريقية, مبرزا أهمية منطقة "زليكاف" في رفع المبادلات التجارية بين دول القارة.

ولفت المتحدث إلى أن الجزائر هي "قلب إفريقيا", لكونها محورا تجاريا, معتبرا أن منطقة "زليكاف" ستجعل من ولاية تمنراست قطبا تجاريا إفريقيا, مشيرا إلى وجود العديد من المواد الأولية في إفريقيا التي يمكن تحويلها في الجزائر.

وفي الوقت الذي أثنى فيه على الجهود التي بذلها رئيس الجمهورية, السيد عبد المجيد تبون, لإعادة الثقة للمنتجين الجزائريين, أكد السيد زياني أن منطقة "زليكاف" تستدعي مواكبتها بجملة من الإجراءات النقد وسن قوانين أخرى لمرافقة المصدرين, داعما مسألة إعادة النظر في اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي.

وبخصوص نقل البضائع الجزائرية نحو البلدان الإفريقية, أشاد رئيس الكونفدرالية بنتائج اللقاء الذي جمعه هذا الأسبوع مع وزير النقل, يوسف شرفة, الذي أكد له استعداد دائرته الوزارية لتقديم كل التسهيلات لنقل البضائع الجزائرية نحو غرب إفريقيا.

في موضوع آخر, اعتبر السيد زياني أن ظاهرة المضاربة غير المشروعة والسوق الموازية من أهم أسباب ارتفاع أسعار بعض المواد واسعة الاستهلاك, مشيرا إلى أن وزير التجارة وترقية الصادرات, الطيب زيتوني, أكد له لدى استقباله تحضير جملة من الإجراءات لضبط الأسعار, من بينها مراقبة وتحديد سعر المواد من المنتج إلى المستهلك.

وفي هذا الإطار, أكد المتحدث على "ضرورة تسريع خطوات الرقمنة للتصدي للمضاربين والوسطاء الذين تكون هوامش أرباحهم أكثر من المنتج".

الشروق اليومي
إخبارية وطنية

الرئيس تبون يأمر الحكومة بالتجاوب مع مختلف الانشغالات اليومية للمواطن

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء، الثلاثاء، الحكومة بالتجاوب مع مختلف الانشغالات اليومية للمواطن وإيلاها الأهمية القصوى .

وأفاد **بيان الرئاسة** أن رئيس الجمهورية أمر "بتصحيح بعض الاختلالات من خلال قانون المالية التصحيحي بما يتماشى مع القرارات المتخذة لتحسين القدرة الشرائية وتقوية الجبهة الداخلية."

ووجه الرئيس "وزير المالية بزيادة تعبئة الموارد المالية وتسخير الإمكانات المادية للإسراع في رقمنة هياكل الوزارة والمؤسسات التابعة لها."

إعداد إجراءات ردعية وصارمة لتطهير قطاع الفلاحة..

بخصوص متابعة مدى وفرة المواد ذات الاستهلاك الواسع في السوق الوطنية، أمر الرئيس تبون "بمباشرة إجراءات ردعية وصارمة لتطهير قطاع الفلاحة."

و"مواصلة الحكومة دعم الأسعار لعدد من المواد الأساسية الضرورية المستوردة، ومنع أي عملية استيراد للبقوليات خارج الديوان الوطني المهني للحبوب، مع تحديد دقيق لمراحل سعر المنتوج."

مع "السماح باستيراد حصري للحوم الحمراء والبيضاء الطازجة لسد الاحتياجات الوطنية من هذه المادة، والمساهمة في خفض أسعارها."

وأمر الرئيس بإعداد "سياسة اتصالية واضحة لإعلام المواطنين وإطلاعهم بشكل دوري ومستمر حول وفرة مختلف المواد الأساسية ذات الاستهلاك الواسع."

وذلك "لمنع تداول مصطلحي الندرة والمضاربة، التي تهدف إلى خلق الارتباك في السوق الوطنية، مع السماح بدخول العلامات التجارية العالمية."

إسداء تعليمات بإنجاح الدخول المدرسي ..

أسدى رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون "تعليماته لوزيري الداخلية والتربية باتخاذ كل الإجراءات لإنجاح الدخول المدرسي."

وأمر بتجنيد "كافة الإمكانات في إطار تنسيق محكم وبدقة، بين القطاعين لإزالة العقبات وحل المشاكل بحسب تطور احتياجات المدرسة الجزائرية."

كما طالب الرئيس تبون بإعفاء "البلديات الفقيرة والضعيفة من أعباء وتكاليف التكفل بالمدارس الابتدائية، على أن تتحمل الدولة هذه المسؤولية كاملة، وذلك حفاظا على دمقرطة التعليم."

وأشار البيان إلى "تحميل الولاة ابتداءً من الموسم المقبل، مسؤولية التكفل والإشراف التام والمباشر على الدخول المدرسي في ولاياتهم."

وطالب الرئيس تبون بالإسراع في استحداث ديوان وطني للمطاعم المدرسية يتكفل حصرا بالعملية.

الرئيس تبون يُحيي الجهود المبذولة لإنجاح دخول جامعي بصفر ورقة..

أثنى الرئيس على الدور الهام لإطارات التعليم العالي في تحقيق دخول جامعي لأول مرة من دون ورق، وكذا المساهمة الفعّالة في الجهد الوطني لدعم اقتصاد البلاد."

وأمر رئيس الجمهورية "باستحداث مدرسة وطنية عليا للأمن السيبراني، بالتنسيق مع وزارة الدفاع الوطني، لضمان توحيد الجهود ومضاعفة الفعالية في هذا المجال الحساس، من أجل تحصين الأمن الوطني القومي."

وطالب "بإعداد دراسة شاملة ومتكاملة حول جدوى العودة المرنة لنظام "ليسانس كلاسيكي"، تعويضا لنظام "أل أم دي."

و"تجهيز خارطة جديدة لتوزيع المنظومة الجامعية ضمن رؤية "مدن جامعية" تحافظ على الفلسفة التضامنية والبعد الوطني في تكوين الإطارات الجامعية الجزائرية."

كما "أسدى الرئيس تعليماته لوزيري التعليم العالي والمؤسسات الناشئة بإعداد قائمة بأفضل المؤسسات لإرسالها إلى الصين وكوريا الجنوبية والولايات المتحدة الأمريكية للاطلاع على تجارب هذه الدول في مجالات متعددة."

مساءلة الحكومة والوقوف عند مدى تنفيذ مخططها قريبا

الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن سيعرض بيان السياسة العامة على البرلمان بغرفتيه قريبا

يرتقب أن ينزل الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن وطاقم الحكومة للبرلمان بغرفتيه، المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة، خلال الأيام القادمة، وذلك لعرض بيان السياسة العامة، والوقوف عند مدى تنفيذ المخطط التنموي، وفقا لما تنصّ عليه المادة 111 من الدستور.

ويعرض الوزير الأول خلال الأيام القليلة القادمة بيان السياسة العامة للحكومة، حيث سيتمكن نواب البرلمان بغرفتيه من مساءلة الحكومة والوقوف مطولا عند تنفيذ المخطط التنموي الذي عرض خلال الدورة الماضية، في وقت تشهد الجزائر حركية كبيرة مست عديد القطاعات تزامنا والإصلاحات التي أقرها رئيس الجمهورية.

وسيباشر النواب بالمجلس الشعبي الوطني أولا في مناقشة بيان السياسة العامة، وفق ما تنص المادة 111 من دستور الفاتح من نوفمبر 2020، حيث يجب على الوزير الأول أو رئيس الحكومة، حسب الحالة، أن يقدم سنويا إلى المجلس الشعبي الوطني بيانا عن السياسة العامة، ويعقبه مباشرة مناقشة عمل الحكومة، كما يمكن أن يترتب على هذه المناقشة إيداع ملتمس رقابة يقوم به المجلس الشعبي الوطني طبقا لأحكام المادتين 161 و162 من الدستور.

وفي هذا السياق، أوضح النائب بالمجلس الشعبي الوطني، بشاغا عبد السلام، عن حركة مجتمع السلم، "حمس"، أن "أهم النقاط التي يتم التطرق لها خلال مناقشة بيان السياسة العامة للحكومة، تشمل ضعف أداء عدد من القطاعات والضبابية التي يتم تسيير بها كثير من الملفات على غرار ملف الاستثمار والترهل الكبير الذي يعانيه، ندرة العديد من المواد واسعة الاستهلاك وتراجع القدرة الشرائية للمواطن."

وأضاف البرلماني ذاته، في تصريح لـ"الإخبارية" بالقول: "هناك ملف صناعة السيارات وتسويقها الذي أصبح معضلة الحكومة والشعب على حد سواء وعلى مدار 5 سنوات تقريبا لايزال يراوح مكانه، بالإضافة إلى التطرق لبعض الملفات المحلية المرتبطة مركزيا والتي لاتزال مجمدة أو معطلة دون أن تجد لها الحكومة حلولا نهائية."

ومن جهته، أكد النائب بالمجلس الشعبي الوطني، موسى خرفي، أن النواب سيتطرقون للقدرة الشرائية وأزمة العدس والحمص واللوبيا، والدخول الاجتماعي ونقص الأدوات المدرسية، كما سيتم التطرق ـ بحسبه- إلى آليات مواجهة الكوارث الطبيعية على غرار الحرائق ولجان اليقظة والكوارث وغيابها.

وأضاف النائب ذاته، أن النواب سيتطرقون خلال مناقشة بيان السياسة العامة للحكومة، إلى ملف الدكاترة الموظفين وأحقيتهم في التدريس بالجامعة، كما سيتحدثون عن عدم التجاوب مع الأسئلة الشفهية والكتابية وعدم استقبال النواب من بعض الوزراء، بالإضافة إلى ندرة الحليب في بعض ولايات الجنوب، والضرر الفادح الذي مس الفلاحين جراء الحر، كما سينوهون في السياق ذاته، بالجهود المبذولة من طرف رئيس الجمهورية على نشاطه الدبلوماسي وسعيه للانضمام إلى "بريكس" – على حد تعبيره.-

من جهته، أكد النائب بالمجلس الشعبي الوطني، بوشيخي شيخ، عن جبهة التحرير الوطني لـ"الإخبارية" أن الحكومة ملزمة بتقديم بيان السياسة العامة للحكومة في الأيام القليلة القادمة، وذلك تعزيزا لدور النواب في ممارسة حقهم الرقابي لمساءلة الحكومة، والوقوف عند مدى تنفيذ المخطط الحكومي الذي تم عرضه على النواب خلال السنة الماضية، وأضاف البرلماني "كما جرت العادة سيقوم النواب بإجراء مقارنة لبيان السياسة العامة ومخطط عمل الحكومة من أجل معرفة ما تم تحقيقه وإنجازه على أرض الواقع."

وأوضح النائب "وبحكم التكليف الذي حظينا به هذه السنة والمتمثل في الحصول على منصب نائب رئيس المجلس الشعبي الوطني مكلف بالعلاقات العامة، وكذا وقوفنا عند مشاكل ونقائص مختلف الولايات، فإننا سنتطرق خلال مداخلاتنا لعديد المشاكل التي تعاني منها مختلف القطاعات، دون أن نغفل ضعف القدرة الشرائية للمواطن التي باتت تؤرق العديد من المواطنين، خاصة ونحن على أبواب الدخول الاجتماعي الجديد – على حد تعبيره.

النهار ONLINE

ارتفاع جنوني للأورو في "السكوار"

شهدت أسعار صرف العملة الأوروبية الموحدة "الأورو" مقابل الدينار الجزائري ارتفاعا جنونيا في السوق السوداء بالجزائر العاصمة.

وقد وصل سعر 100 أورو في ساحة بورسعيد بالجزائر العاصمة إلى 22650 دينارا جزائريا للشراء و22850 دينارا للبيع.

ومن جانبه، يشهد الدولار الأمريكي استقرار في "السكوار"، حيث وقف عند 20700 دينار جزائري للبيع ومقابل 20500 دينار جزائري للشراء.

كما استقر أيضا الدولار الكندي، في السوق الموازية عند 15000 دينارا جزائريا للبيع و 14800 دينارا للبيع على مستوى السوق الموازية.

وفي المقابل، ظل الجنيه الإسترليني في السكوار عند 25700 دينار جزائري للبيع، و 25500 دينار جزائري للشراء.

الشعب Online

آناد".. ميراث ثقيل وآلاف المؤسسات المتعثرة

ورث جهاز الوكالة الوطنية لدعم وتنمية المقاولاتية إرثا ثقيلا وحملا كبيرا من القضايا والمشاريع المتعثرة في عهد الحكومات السابقة، وإن تم تغيير إسم الجهاز المعروف سابقا بالمصطلح المختصر «أونساج» إلى «آناد»، إلاّ أنّ تغيير الذهنيات وآليات التمويل والمراقبة للمشاريع هو ما يدعو إليه الرئيس تبّون في كل مناسبة.

يرى العديد من المراقبين أن هناك عدة اختلالات في تسيير ملف «أونساج» سابقا ووكالة «آناد» ورثت حملا ثقيلا وعشرات آلاف المؤسسات المتعثرة، لذا تعمل الحكومة جاهدة على تدارك هذه الاختلالات ووضع الوكالة الوطنية لدعم وتنمية المقاولاتية في السكة الصحيحة من خلال جملة من القرارات والآليات التي يوصي بها الرئيس تبون في كل مناسبة.

نحو إصلاح جهاز الوكالة الوطنية لدعم وتنمية المقاولاتية

وأمر رئيس الجمهورية في آخر مجلس للوزراء بإنشاء لجنة تصفية ملفات الوكالة الوطنية لدعم وتنمية المقاولاتية، تعمل على معالجة ملفات النزاعات والفساد الناتجة عن السياسات السابقة للعصابة مثلما وصفها الرئيس، كون هذا الإجراء ليس من اختصاص وزارة المؤسسات الناشئة.

وأكد رئيس الجمهورية أن مهام هذه الوكالة هو مساعدة الشباب ومرافقتهم في نشاطاتهم الخلاقة للثروة ومناصب الشغل، وفي هذا الإطار يرى رئيس الاتحاد الوطني للمستثمرين الشباب، رياض طنكة، أن تأسيس الوكالة في السابق كان يهدف أساسا لإنشاء الثروة والتقليص من حجم البطالة ومرافقة الشباب، ولكن الواقع اليوم يقول بان سبب التعثر لهذا الكم الهائل من المشاريع هو غياب المرافقة الفعلية.

واقع يجب تغييره

وأضاف رياض طنكة أنه ليس من المنطقي أن يخصص لوكالة ولائية واحدة حوالي أربعون إطارا وموظفا منهم عشرة على أكثر تقدير مكلفون بمرافقة أكثر من 4 آلاف مشروع تمولّه تلك الوكالة الولائية سنويا، مشيرا إلى أن هنا إحدى مكامن الخلل في تسيير هذا الجهاز في الفترة السابقة، فنقص التأطير في جهاز «اونساج» سابقا و»آناد» حاليا قد يقودنا الى نفس النتائج للأسف.

ويرى محدثنا أن الإطار المكلف بمراقبة ومرافقة المشاريع لا يمكنه الإلمام والاهتمام بمشروع من خلال خرجة واحدة للمعاينة تكون عند تجسيد المشروع ثم يختفي إثر ذلك تماما، وهو ما غذّى سلوك التحايل وبروز مؤسسات وهمية غير مجسدة حقيقة على ارض الواقع، مؤكدا على ان المرافقة الفعلية والمرافقة البعديّة أمر مهم جدّا، وخاصة من ناحية التكوين.

وأشار رئيس الاتحاد الوطني للمستثمرين الشباب أن منح إعانة مالية معتبرة لشاب من أجل القيام بمشروع دون تكوين سيؤدي حتما الى الإفلاس.

من جانب آخر أكد رياض طنكة ان رغبة رئيس الجمهورية بالتحول الفعلي لجهاز «آناد» من المقاربة الاجتماعية الى مقاربة اقتصادية واضحة، فالواقع أثبت منذ إنشاء وكالة «اونساج» سنة 1996 أن منح القروض دون مرافقة او متابعة بعدية سيؤدي الى نتائج غير تلك التي أنشئت من أجلها الوكالة، مذكرا بالعدد الكبير للمؤسسات الوهمية التي كشفت عنها الخرجات الميدانية للوكالة الوطنية لدعم وتنمية المقاولاتية في الأشهر الماضية.

ويرى محدثنا أن الرؤية الاستراتيجية اليوم اتجاه وكالة «آناد» تعمل على وضع الوكالة في الطريق الصحيح بالتنسيق مع وزارة التعليم العالي، حيث تعمل على إنشاء مؤسسات فاعلة وخلاّقة للثروة وتعطي قيمة للمجتمع والدولة، ومن ناحية هذا المنظور ذكر محدثنا بالجهود التي يبذلها القائمون على وزارة التعليم العالي والبحث العلمي لتمكين الجامعة من تكوين طلبة بنظرة اقتصادية ومقاولاتية بدلا عن طلبة يبحثون عن الوظائف الجاهزة.

480 ألف قرض في إطار "اونساج"

وأضاف أن منح اكثر من 480 الف قرض في اطار «اونساج» سابقا لديه دلالة على حجم سوق الشغل بالجزائر والمنظومة الاقتصادية، وهذا الجهاز لم يتمكن من أداء مهامه وتحقيق الأهداف التي أنشئ من أجلها، لذا فرغبة رئيس الجمهورية اليوم هي القطيعة مع الممارسات السابقة في سياسة التشغيل التي لم تكن مبنية في السابق على دراسات استشرافية او على مرافقة ومتابعة فعلية للمشاريع.

وأوضح رئيس الاتحاد الوطني للمستثمرين الشباب أن سياسة اليوم مبنية على الرقمنة ودعم المنظومة الابتكارية والمؤسسات الناشئة، والتي سوف تعطي انطلاقة لاقتصاد مبني على البحث، وهو ما يتجلّى من خلال ثناء رئيس الجمهورية على الانسجام والعمل المشترك بين وزارة التعليم العالي والبحث العلمي ووزارة اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة والمؤسسات المصغرة.

وأضاف المتحدث أن هناك رغبة لدى خريجي الجامعات من الطلبة المتفوقين في ولوج عالم المقاولاتية وهو ما ينبغي الاستثمار فيه بآليات أكثر مرونة ومرافقة من طرف أجهزة الدعم، مشيرا الى جهود القائمين على وزارة التعليم العالي في إنشاء دار المقاولاتية في كل جامعة وحاضنات المشاريع، وهو ما أنتج لنا حوالي 11 الف مشروع فكرة مبتكرة.

وحول اللجنة التي أمر الرئيس بإنشائها أوضح محدثنا أنه من المنتظر أن توكل لها ملفات عالقة منذ سنوات تنتظر الحلول بالنسبة للمؤسسات المتعثرة، مشيرا إلى ان الجمعيات والهيئات المعنية بالمقاولاتية والمستثمرين الشباب تنتظر ان تكون لها مكانة في هذه اللجان ولو على سبيل الاستشارة طالما ان لها احتكاك مباشر مع الشباب وحاملي المشاريع.

وأضاف رئيس الاتحاد الوطني للمستثمرين الشباب أن الاتحاد لديه تصور كامل عن الأخطاء التي ارتكبت في الماضي وبالإمكان تفاديها اليوم وفي المستقبل القريب، وذكر محدثنا بنداءاته التي وجهها سابقا للوكالة والحكومات المتعاقبة، والتي دعا فيها إلى ضرورة إعطاء فرصة لمحافظ الحسابات من أجل إشراكه في عمل اللّجان المكلفة بإعطاء المشاريع على مستوى المديريات الولائية، بعد أن لاحظت هيئته تضخيم الفواتير من قبل الكثير من الموردين الذين راح ضحيتهم شباب راغبين في ولوج عالم الاستثمار والمقاولاتية.

يومية وطنية إخبارية شاملة
الموعد اليومي
EL MAOUID

مع سعي الهيئة لمد يد المساعدة لتطوير القطاع الفلاحي

الجزائر تبحث سبل التعاون مع الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي

بحث وزير المالية، لعزيز فايد، رفقة رئيس الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي، محمد بن عبيد المزروعي، في لقاء ثنائي بحضور وفد من هيئته سبل التعاون الثنائي.

وحسب بيان لوزارة المالية، فإن اللقاء شكل مناسبة لبحث واقع وآفاق التعاون بين الجزائر والهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي، قصد ستشجيع الاستثمار الفلاحي ومرافقة الديناميكية التي أطلقتها في وقت سابق بلادنا بخصوص التنويع". وبهذه المناسبة، شدد فايد على "الأهمية التي توليها الجزائر لتطوير القطاع الفلاحي الذي يندرج في صلب الاستراتيجية الوطنية للتنويع والتجديد الاقتصادي"، موضحا أن "هذه الأهمية ازدادت بالنظر إلى السياق الدولي المتميز بالتقلبات في تموين بعض المواد الغذائية الأساسية جعلت بعض الدول تواجه اللاأمن الغذائي بشكل كبير". وفي هذا الإطار، يضيف ذات المصدر، دعا الوزير الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي إلى بذل "مجهودات أكبر من أجل دعم تطوير القطاع الفلاحي في البلدان العربية، لا سيما الجزائر التي انخرطت في عملية تحسين مناخ أعمالها، سيما من خلال إعادة النظر في الإطار القانوني المنظم للاستثمار والعقار الاقتصادي والفلاحي لغرض منح تسهيلات وتحفيزات أكثر للمستثمرين الوطنيين والأجانب على حد سواء". كما شدد، على "أهمية قيام الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي بمواصلة تعزيز دعمها فيما يتعلق بنقل المعارف وتعزيز القدرات من أجل مرافقة المزارعين الجزائريين لتبني أحسن الممارسات الدولية في مجال الإنتاج الزراعي". من جهته، ثمّن السيد المزروعي "الجهود التي تبذلها الجزائر لإرساء أسس تنمية فلاحية مستدامة"، مؤكدا "التزام هيئته بمرافقة هذا التوجه نحو تحسين القطاع الفلاحي من خلال تعزيز استثمارات هيئته في الجزائر". كما ذكر الوزير، بأن الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي هي هيئة عربية مالية، أنشئت سنة 1976 بهدف دعم الإنماء الفلاحي بالبلدان العربية من خلال دعم الشركات العاملة في هذا المجال ولها خبرة واسعة في مجال الاستثمار الزراعي والتحويل، ولتحقيق أرباح عالية للمساهمين، تحرص هذه الهيئة على أن يتم تشكيل الشركات وفق معايير استثمارية احترافية تندرج تحت أربع قطاعات رئيسة، وهي: الإنتاج الحيواني وإنتاج المحاصيل والصناعات الزراعية الغذائية والخدمات الزراعية.

سامي سعد

المساء
يومية إخبارية وطنية

فايد يستقبل رئيس الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي

تشجيع القطاع الفلاحي وتقوية الاستثمارات في الجزائر

■ فايد: مرافقة الفلاحين الجزائريين لتبني أحسن الممارسات الدولية ■ المزروعي: الجزائر تبذل جهودا كبيرة لإرساء تنمية فلاحية مستدامة

استقبل وزير المالية، لعزيز فايد، رئيس الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي، محمد بن عبيد المزروعي على رأس وفد من هيئته لبحث واقع وآفاق التعاون بين الجزائر والهيئة العربية.

أوضح بيان لوزارة المالية، أول أمس، أن اللقاء شكل مناسبة لبحث واقع وآفاق التعاون بين الجزائر والهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي قصد "تشجيع الاستثمار الفلاحي ومرافقة الديناميكية التي أطلقتها في وقت سابق بلادنا بخصوص التنويع".

وبهذه المناسبة، شدد فايد على "الأهمية التي توليها الجزائر لتطوير القطاع الفلاحي الذي يندرج في صلب الاستراتيجية الوطنية للتنويع والتجديد الاقتصادي"، موضحا أن "هذه الأهمية ازدادت بالنظر إلى السياق الدولي المتميز بالتقلبات في تموين بعض المواد الغذائية الأساسية جعلت بعض الدول تواجه اللاأمن الغذائي بشكل كبير". وفي هذا الإطار، بخصوص ذات المصدر، دعا الوزير الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي إلى بذل "مجهودات أكبر من أجل دعم تطوير القطاع الفلاحي في البلدان العربية لاسيما الجزائر التي انخرطت في عملية تحسين مناخ أعمالها لاسيما من خلال إعادة النظر في الإطار القانوني المنظم للاستثمار والعقار الاقتصادي والفلاحي لفرض منح تسهيلات وتحفيزات أكثر للمستثمرين الوطنيين والأجانب على حد سواء".

كما شدد على "أهمية قيام الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي بمواصلة دعمها فيما يتعلق بنقل المعارف وتعزيز القدرات من أجل مرافقة المزارعين الجزائريين لتبني أحسن الممارسات الدولية في مجال الإنتاج الزراعي".

من جهته ثمن المزروعي "الجهود التي تبذلها الجزائر لإرساء أسس تنمية فلاحية مستدامة"، مؤكدا التزام هيئته بمرافقة هذا التوجه نحو تحسين القطاع الفلاحي من خلال تعزيز استثمارات هيئته في الجزائر".

كما ذكر الوزير بأن الهيئة العربية للاستثمار والإنماء الزراعي هي هيئة عربية مالية، أنشئت سنة 1976 بهدف دعم الإنماء الفلاحي بالبلدان العربية من خلال دعم الشركات العاملة في هذا المجال ولها خبرة واسعة في مجال الاستثمار الزراعي والتحويل.

ولتحقيق أرباح عالية للمساهمين تحرص هذه الهيئة على أن يتم تشكيل الشركات وفق معايير استثمارية احترافية تندرج تحت أربع قطاعات رئيسة، وهي: الإنتاج الحيواني وإنتاج المحاصيل والصناعات الزراعية الغذائية والخدمات الزراعية.

عادل. م

وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE
Bonne lecture
Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :
dc@mf.gov.dz
Poste: 2784
www.mf.gov.dz
@MFinance_dz
@MFinancesdz
وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL
Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger